

« L'histoire rendra hommage à François Hollande »

Jean-Pierre Sueur
Sénateur du Loiret (Centre-Val de Loire), Parti socialiste

— Jean-Pierre Sueur était l'invité de l'émission « Face aux chrétiens » animée par Bernard Gorce et coproduite par KTO.

— Il répondait aux questions de Romain Mazenod (RCF), Louis Daufresne (Radio Notre-Dame) et Mikael Corre (La Croix).

Le 78^e Congrès du PS se tiendra à Aubervilliers (Seine-Saint-Denis) les 7 et 8 avril. Ce parti a-t-il un avenir ?

Jean-Pierre Sueur : Nous avons besoin d'une refondation du PS, pas seulement d'un congrès. Je suis entré dans ce parti avec Michel Rocard et Jacques Delors à une époque où François Mitterrand avait souhaité la tenue d'assises du socialisme, réunissant des syndicalistes, des responsables associatifs, des citoyens... De la même manière, il faut aujourd'hui rénover le PS en nous ouvrant largement et en changeant nos manières de fonctionner. En 1981 et même en 1988, les classes populaires ont massivement soutenu le PS. Pourquoi y a-t-il eu un décrochage ? Peut-être les élus socialistes ont-ils perdu le contact avec les ouvriers et les salariés. Je crois que c'est la réalité. Faisons notre autocritique et repartons de la base. Nous devons également faire l'inventaire du précédent quinquennat. Le bilan de François Hollande est nuancé, il y a eu des erreurs, notamment un manque d'explication, mais je pense que l'histoire lui rendra hommage.

La réforme des institutions prévoit une réduction du nombre de parlementaires. Qu'en pensez-vous ?

J.-P. S. : Je suis en désaccord avec cette idée de réduire le nombre d'élus. Il n'y a pas plus d'élus en France que dans les autres pays d'Europe. Il est important de garder au moins un élu par département. Le risque, sinon, est d'éloigner les élus de la réalité du terrain.

Les services de l'État reculent dans certaines régions.

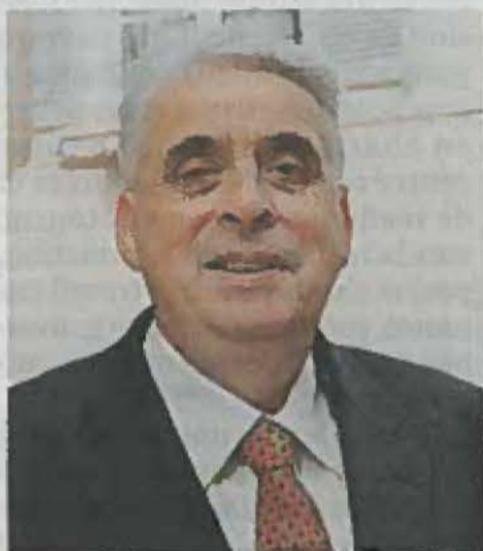


Photo: CC/Wikimedia/Collection JP Sueur

C'est du moins un sentiment partagé. Est-ce le vôtre ?

J.-P. S. : Nous devons défendre nos services publics dans le monde rural. La désertification médicale est par exemple un problème énorme. Nous avons joué toutes les cartes de l'incitation pour que les médecins viennent dans les zones qui en sont dépourvues. Je souhaite bien sûr que l'on trouve un compromis par le dialogue, par un accord avec les représentants des médecins pour une meilleure répartition sur le territoire. Mais si ce n'est pas possible, il faudra bien qu'un gouvernement ait le courage de dire : « Chers étudiants en médecine, nous payons vos études, mais pour être conventionnés, vous devrez accepter d'aller pendant quelques années là où on a besoin de vous. » Face à la liberté d'installation, il y a le droit à la santé.

Concernant la réforme de la SNCF, le gouvernement envisage de recourir aux ordonnances.

Qu'en pensez-vous ?

J.-P. S. : Je n'ai jamais aimé les ordonnances (qui permettent de se passer du vote du Parlement, NDLR). Moi je crois au travail législatif. On nous dit que la réforme ira plus vite via les ordonnances, mais rien ne vaut le travail parlementaire. Lui seul permet aux élus de la nation de discuter mais avant cela de beaucoup écouter. Nous faisons chaque année des centaines d'auditions de spécialistes à l'Assemblée ou au Sénat et puis nous discutons de chaque mot, de chaque ligne des futures lois. C'est important car ces lignes vont ensuite s'appliquer à tous les Français, de Dunkerque jusqu'à la Polynésie française.